

[www.aefinfo.fr /depeche/724736-annulation-des-4-000-suppressions-de-postes-d-enseignants-les-organ...](http://www.aefinfo.fr/depeche/724736-annulation-des-4-000-suppressions-de-postes-d-enseignants-les-organ...)

Annulation des 4 000 suppressions de postes d'enseignants : les organisations syndicales satisfaites mais prudentes

Emmanuel Fontaine : 6-7 minutes : 16/01/2025

"C'est une bonne nouvelle", estiment le 16 janvier 2025 les organisations syndicales suite aux déclarations du gouvernement concernant son intention de renoncer à la suppression de 4 000 postes d'enseignants dans le budget 2025 de l'Éducation nationale, initialement prévue par le gouvernement Barnier. Elles restent cependant prudentes quant à l'effectivité de ces annonces et à la répartition des moyens d'enseignement entre 1er degré et 2 degrés, et par académie. Autre chantier qu'il faudra vite reprendre selon elles, les réformes visant à améliorer l'attractivité de la profession.

Renoncer à la suppression de 4 000 postes d'enseignants dans le budget 2025 de l'Éducation nationale "est une bonne nouvelle", estime Sophie Vénéitay, secrétaire générale du ~~Snes-FSU~~ jeudi 16 janvier 2025.

Annoncée la veille par François Bayrou ([lire sur AEF info](#)), puis confirmée par Elisabeth Borne le 16 janvier dans les colonnes du *Parisien* ([lire sur AEF info](#)), la décision recueille une approbation unanime de la part des différentes organisations syndicales qu'AEF info a contactées.

Maintenir le nombre antérieur d'enseignants malgré la baisse démographique permettrait en effet mécaniquement d'améliorer le taux d'encadrement des classes, se réjouissent-elles. Guislaine David, du ~~Snuipp-FSU~~, voit dans ce choix une réponse aux "personnels qui ont manifesté dans la rue le 5 décembre" ([lire sur AEF info](#)) mais aussi "une mobilisation auprès des députés qui a payé".

Les organisations syndicales restent prudentes

Mais alors que la répartition des futurs moyens d'enseignements par académie pour la prochaine rentrée doit leur être annoncée en ~~CSAMEN~~ vendredi 17 janvier, les organisations syndicales restent prudentes.

La déclaration de François Bayrou a en effet été faite dans un "contexte politique particulier", rappelle Sophie Vénéitay, avec l'idée d'essayer d'obtenir un accord de non-censure. "Le gouvernement n'a pas toutes les cartes en main", abonde Jean-Rémi Girard, du ~~Snaic~~, qui souhaite des confirmations "solides" face à d'éventuels "effets de communication" qui ne se traduiraient pas effectivement dans le ~~PLF~~ 2025, alors que le budget de la mission enseignement scolaire doit être discuté en séance publique samedi au Sénat.

Quelle répartition des moyens entre 1er et 2nd degré ?

Opposées au "choc des savoirs", les [OS](#) questionnent également la répartition des moyens entre premier et second degrés. Élisabeth Borne ayant annoncé dans *le Parisien* la création de 500 postes pour la mise en place des groupes de besoins en 4e et 3e l'an prochain, pour être à l'équilibre "il faudra en supprimer ailleurs, donc sûrement dans le 1er degré", s'inquiète Guislaine David.

Catherine Nave-Bekthi, comme sa consœur, considère dès lors qu'il "faudrait arriver à se lancer sur des perspectives pluriannuelles", un chantier qu'Élisabeth Borne avait ouvert en tant que Première ministre concernant les fermetures de classes en zone rurale ([lire sur AEF info](#)). "Il y a un enjeu à maintenir un réseau territorial scolaire public, poursuit la secrétaire générale de la [CFDT FERP](#), mais cela nécessite des discussions car cela ne peut pas être fait en défaveur des taux d'encadrement dans les zones urbaines et périurbaines".

Des mesures attendues sur l'attractivité du métier

D'autant que la visibilité en termes d'effectifs a une incidence sur l'attractivité du métier, notamment pour les futurs enseignants. Jérôme Fournier, secrétaire national du [SE-Unsa](#), estime que François Bayrou "a raison de parler d'attractivité, ça fait des mois et des mois qu'on le dit, on a des postes aux concours qui ne sont pas tous pourvus".

Et parmi les sujets qui en découlent, il y a la réforme de la formation initiale : "Tout est prêt. Il faut aller au bout ! À l'Éducation nationale, il ne s'est rien passé depuis le mois de juin dernier. Il faut reprendre les dossiers très vite", déclare-t-il.

Sont également soulignées les questions des rémunérations et des conditions de travail des enseignants, car "même sans créer de postes, compte tenu des départs à la retraite on aura besoin de recruter", fait encore valoir Catherine Nave-Bekthi. Faute de quoi, souligne-t-elle, pourraient être recrutés plus de contractuels, ou opérés davantage de regroupements de classes, comme c'est le déjà le cas dans certaines classes de langues.

Lorsqu'il était rue de Grenelle, Gabriel Attal avait lancé une concertation sur l'attractivité du métier enseignant, qui a été interrompue après son départ ([lire sur AEF info](#)).

"Il va falloir passer aux actes, et aller beaucoup plus loin pour reconstruire école", conclut Sophie Vénétiay. Le Snés-FSU demande à ce titre la création de 10 000 emplois dans le second degré pour "retrouver le taux d'encadrement de 2017".

Dépêche n° 724736



3 min de lecture

Par [Emmanuel Fontaine](#) Publiée le 16/01/2025 à 15h31

Syndicat national des enseignements de second degré - Fédération syndicale unitaire